



Arrêté

portant interdiction des activités de chasse dans les Côtes-d'Armor

Le Préfet de Côtes-d'Armor

VU le classement du département des Côtes-d'Armor en vigilance orange « vent violent » par MétéoFrance pour le 8 janvier 2026 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L 2215-1 ;

VU le Code de Procédure Pénale, notamment l'article 22 ;

VU le Code de la Sécurité Intérieure, notamment ses articles L.122-1 et L.742-2 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de monsieur François GUILLOTOU de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;

VU le décret du 25 juillet 2025 portant nomination de monsieur Julien AMIEL, directeur de cabinet du Préfet des Côtes-d'Armor ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature de monsieur Julien AMIEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet des Côtes-d'Armor ;

VU l'urgence

CONSIDERANT les dégâts occasionnés sur le réseau électrique à l'occasion du passage de la tempête GORETTI le 8 janvier 2026 ;

CONSIDERANT les interventions nécessaires des agents ENEDIS pour le rétablissement de l'alimentation électrique dans les communes définies en annexe 1 du présent arrêté ;

CONSIDERANT les conditions météorologiques compliquant l'intervention des agents ENEDIS et l'impérieuse nécessité d'assurer leur sécurité au cours de leurs interventions ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : À compter de la publication de cet arrêté préfectoral, toutes les activités de chasse sont interdites jusqu'à nouvel ordre sur le territoire des 62 communes listées en annexe du présent arrêté.

Article 2 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 3 : Le directeur de cabinet du Préfet, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie départementale, le directeur départemental de la police nationale, les maires des communes considérées, le président de la fédération des chasseurs des Côtes-d'Armor sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Côtes-d'Armor.

Saint-Brieuc, le 9 janvier 2026

Le Directeur de Cabinet



Pour le Préfet et par délégation
Le directeur de cabinet

Julien AMIEL

Si vous entendez contester le présent arrêté, cette décision peut faire l'objet dans un délai maximal de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture :

- d'un recours gracieux adressé à mes services,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur (Place Beauvau, 75008 Paris),
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes (3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX) ou via l'application « télérecours citoyen » accessible sur le site : www.telerecours.fr

ANNEXE 1

Liste des 62 communes concernées :

BEGARD
BELLE-ISLE-EN-TERRE
BOURBRIAC
BREIDY
CAOUENNEC-LANVEZEAC
CAUREL
CAVAN
COETMIEUX
CORLAY
CREHEN
ERQUY
EVRAN
HILLION
KERGRIST-MOELOU
LA MOTTE
LANGOAT
LANISCAT
LANNION
LANRELAS
LANVELLEC
LOUANNEC
LOUARGAT
PAIMPOL
PENVENAN
PERROS-GUIREC
PEUMERIT-QUINTIN
PLEBOULLE
PLEGUIEN
PLELO
PLEUBIAN
PLEUMEUR-BODOU
PLEUMEUR-GAUTIER
PLOUARET
PLOUBEZRE
PLOUEZEC
PLOUHA
PLOUISY
PLOUNEVEZ-MOEDEC
PLOURHAN
PLUDUAL
PLUSQUELLEC
POMMERIT-JAUDY
ROSPEZ
RUCA
SAINT-CARREUC
SAINT-CAST-LE-GUILDON
SAINT-CLET
SAINT-CONNAN
SAINTE-TREPHINE
SAINT-GOUENO
SAINT-LAURENT
SAINT-NICOLAS-DU-PELEM

SAINT-QUAY-PORTRIEUX
SAINT-VRAN
TREBEURDEN
TREDARZEC
TREFFRIN
TRELEVERN
TREMARGAT
TRESSIGNAUX
TREVEREC
TREVOU-TREGUIGNEC